

## Ils disent non au projet de fermeture du centre courrier



Ils disent non au projet de fermeture du centre courrier

Jeudi matin, devant la Poste d'Eauze, plus précisément devant le tri du courrier, les organisations syndicales Sud PTT et CGT FAPT du Gers étaient présentes, ainsi que des usagers du service public postal.

Ensemble, ils exprimaient par leur présence leur mécontentement suite au projet de la direction courrier de la Poste de délocaliser les factrices et les facteurs d'Eauze vers Condom, Nogaro et Cazaubon.

Les responsables syndicaux, à tour de rôle ont pris la parole : « Nous sommes réunis ce jour devant le bureau de poste d'Eauze pour manifester notre mécontentement contre le projet de fermeture du centre courrier. Après avoir fermé les bureaux de poste dans nos campagnes, la direction s'attaque maintenant à ceux des villes. Nous ne la laisserons pas faire. Il est du devoir de la Poste et de son propriétaire, l'Etat, de fournir aux usagers un service public postal accessible et de qualité. Ce déménagement aurait des conséquences néfastes pour tout le monde. Pour les usagers qui ne pourront plus aller chercher les lettres recommandées et les colis le jour même, comme il est d'usage actuellement, ainsi que pour les facteurs et factrices qui subiront des conséquences financières importantes du fait de l'allongement de la distance domicile travail... »

Un usager a proposé la création d'un collectif, les militants syndicaux faisaient signer une pétition.

Les organisateurs de ce rassemblement, ont aussi exprimé leurs inquiétudes au sujet de l'avenir : « Ce projet est également préoccupant pour l'avenir du guichet de la Poste qui pourrait être impacté par la fermeture de l'espace dédié aux entreprises « carré pro ».Le personnel du guichet pourrait se retrouver avec une surcharge de travail considérable dans les locaux non adaptés comme c'est le cas ailleurs dans notre département... »

**Michel Gabas, maire d'Eauze, a regretté qu'il n'y ait pas eu de concertation sur ce projet, puis il a précisé: " qu'à l'heure actuelle on assiste à une centralisation qui met en péril l'aménagement du territoire."**